



3. Contexte socio-politique-économique

La 8ème Rencontre Internationale de la Marche Mondiale des Femmes aura lieu en novembre 2011. Ce sera un moment important car nous pourrons alors faire le point sur notre troisième Action Internationale et également travailler sur notre fonctionnement en tant que mouvement féministe anti-capitaliste dont les groupes de base sont les racines. Il nous faut effectuer une analyse commune des conséquences de cette crise historique du capitalisme, touchant davantage les pays occidentaux. Il nous faut aussi analyser la croissance du conservatisme et de la militarisation partout dans le monde.

Ce texte élaboré par le Comité International est un apport au débat dans le cadre de la préparation des Coordinations Nationales pour la Rencontre Internationale. Il se base sur une lecture de la crise économique, financière, environnementale et du modèle de reproduction sociale du capitalisme, qui accroît les inégalités et les contradictions. Il réaffirme que la société reproduit la violence envers les femmes comme un outil permanent de contrôle sur leur corps et leur vie. Il doit être complété par des exemples à l'échelle régionale, nationale et locale. Toutes les contributions sont les bienvenues. La date limite pour recevoir les contributions au Secrétariat international sera le 11 septembre. Nous savons que la situation change à tout moment et nous insistons pour dire que ce document n'est pas et ne sera pas un document final. Nous vous invitons à le lire non seulement avec les groupes participants de la MMF dans votre pays, mais aussi avec d'autres mouvements et organisations qui partagent notre vision et nos valeurs.

Le cadre actuel permet plusieurs interprétations pas forcément opposées les unes aux autres. La crise financière, le chômage, l'endettement dans les pays du Nord ont favorisé la remise en question du modèle et du discours néolibéral, en plus d'augmenter les mobilisations sociales. En même temps, les politiques néolibérales reprennent de la force en continuant ses mêmes vieilles formules, par exemple, la diminution des services publics et le manque de respect aux droits des travailleuses tandis que le taux des bénéficiaires des entreprises, (y compris les financières), et les budgets militaires sont conservés et augmentés. La pression sur les « actifs réels » tels que les terres et les immeubles augmente, provoquant l'accaparement des territoires des paysans, autochtones et populations traditionnelles. Dans quelle mesure les pays du Sud bénéficient-ils de la hausse du cours des *produits de bases* (*commodities*) et de leur économie tournée vers le marché intérieur ?

Ce qui est flagrant, c'est l'expression publique et politico-électorale des secteurs ultraconservateurs qui portent atteinte à nos droits comme femmes, à nos droits civils, sexuels et reproductifs. Les moyens de communication, contrôlés par les grandes sociétés, très souvent multinationales mais aussi appartenant à des puissantes familles dans certains pays, renforcent cette offensive ainsi que la criminalisation de la pauvreté et des luttes sociales. Devant ce scénario, les secteurs de gauche, jusqu'à maintenant, n'ont pas répondu dans la même mesure.

Pendant cette période, on assiste à une recrudescence de la violence envers les femmes, exprimée à travers des féminicides, et ce malgré l'existence de plusieurs lois contre la violence sexiste. En particulier, nous notons, sur tous les continents, l'augmentation de la violence contre les femmes actives dans les mouvements sociaux et contre leurs familles. Cette situation se reflète également dans le viol et la persécution des femmes, en particulier dans des contextes de militarisation.

Crise, travail, migration

Le travail effectué par les femmes, quelle que soit sa forme, est au cœur de l'organisation économique et commerciale de la société dans le système capitaliste, raciste et patriarcal. Les femmes continuent à être responsables des tâches ménagères – soit au foyer, dans les communautés, dans le secteur des services, et reproduisent le modèle que la société capitaliste et patriarcale leur a historiquement assigné. Elles constituent aussi la majorité des travailleurs dans des domaines qui soutiennent des



communautés entières tels que la production agricole et paysanne, la pêche artisanale et les petites usines. Il en est de même dans les activités soumises (intégrées) au marché globalisé comme la couture, l'industrie de la chaussure, l'agro-exportation et tous les secteurs qui ont besoin de main d'œuvre intensive.

Un des aspects de la crise systémique est la crise du modèle de reproduction sociale basée sur la division sexuelle du travail, qui attribue aux hommes un travail productif (la production de marchandises) et aux femmes un travail reproductif (le soin aux personnes), en plus d'établir une hiérarchie où le travail productif est plus important que le travail reproductif. Dans la phase néolibérale du capitalisme, ce modèle subordonne la relation des soins entre les personnes aux règles du marché; basés sur l'efficacité et l'efficacité dans le but d'augmenter les profits. Cette tension est encore plus évidente dans le cadre de la privatisation des services publics en matière de santé, d'éducation et de distribution de l'eau. Face à l'affaiblissement intentionnel et à l'inexistence des services publics ou communautaires pour le soin aux personnes (enfants, personnes âgées ou malades), ce sont les femmes qui assument individuellement cette tâche historiquement invisible et non rémunérée.

Cette situation d'exploitation stimule la migration internationale des femmes, soit entre les pays de l'hémisphère Sud, mais surtout vers les pays du Nord. Dans certains cas, cela conduit à des situations où un pourcentage de femmes dans le Nord finit par exploiter ces migrantes pour accomplir le travail de reproduction sociale et, en même temps, le travail dans la production pour le marché. Cela se conjugue avec des politiques gouvernementales et des actions organisées par des entreprises, y compris par le crime organisé qui est un des acteurs de la traite des femmes pour le travail forcé.

Dans de nombreuses communautés¹, les versements de la diaspora subviennent aux besoins quotidiens et apportent des améliorations à l'infrastructure quand l'Etat est tout à fait absent. Ces versements intéressent les gouvernements d'origine car ils leur permettent de réduire la pression interne pour les emplois et les services et assurent aux pays les versements nécessaires aux paiements des dettes et des *royalties* aux multinationales. Les entreprises des pays du Nord et les gouvernements sont intéressés par la main d'œuvre immigrée car elle accepte tout type de travail, même dans des conditions précaires et devient la première licenciée lorsque le besoin de main d'œuvre diminue.

Malgré la crise, le chômage, la baisse des rendements et même le retour des migrants vers leur pays d'origine, la remise des fonds des migrants vers leur pays continue à être plus élevée que le montant total de l'aide publique au développement.

Une fois de plus, les femmes sont rendues invisibles quand il s'agit de débattre de la crise. Le chômage masculin est mis en évidence et on ignore le fait que les femmes ont conservé leurs emplois parce que leur insertion sur le marché de travail est toujours allée de pair avec les salaires inférieurs et la non reconnaissance de leurs droits; il n'y a jamais eu de plein emploi pour elles. Les statistiques officielles ne considèrent pas le chômage féminin, qui est caché par le travail de soin aux enfants, les tâches ménagères, l'échange de travail par des services et les activités sous-rémunérées.

D'une façon générale, on se sert de la crise pour imposer aux travailleuses et travailleurs les pertes aussi bien de droits que de salaire, de licenciement de fonctionnaires, secteur où se concentrent les femmes qui travaillent. Malgré les manifestations et les grèves dans certains pays, les syndicats ne parviennent pas à garder les acquis. Dans de nombreux pays, en plus de la réduction des revenus, le prix des denrées alimentaires et des services publics a augmenté, d'où une croissance de la pauvreté.

¹ Comme Mali, Pérou et Équateur.



Dans les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques, on observe une tendance à la baisse des rémunérations du travail dans le PNB en relation à la rémunération du capital. On observe aussi des changements dans les programmes de retraite et de Sécurité sociale (dans les pays où ça existe). Cela a un plus grand impact sur les femmes qui étaient déjà discriminées par les mêmes systèmes en ne reconnaissant pas le travail de reproduction sociale.

Crise et conservatisme

Avec la crise, on voit se développer une pensée ultra-conservatrice qui a relégué au second plan tout ce débat et a remis à l'ordre du jour l'éloge de la famille patriarcale et l'accusation des femmes d'être responsables des problèmes sociaux (y compris le chômage masculin). La xénophobie, le racisme et la lesbo et homophobie sont d'autres éléments qui caractérisent cette pensée ultra-conservatrice.

Nous observons une offensive de la part des secteurs religieux conservateurs – soit catholique, évangélique, hindou ou musulman – qui s'opposent aux droits légitimes des femmes et à la lutte qu'elles mènent pour les défendre. Ces groupes exercent des pressions non seulement de l'extérieur, mais sont également présents de manière très organisée dans le pouvoir d'État (législatif, exécutif et judiciaire) et les institutions. Cela est visible, par exemple, dans l'offensive des milieux chrétiens contre les droits sexuels et reproductifs ou dans celle des extrémistes musulmans contre l'approbation et la mise en pratique des codes de la famille qui reconnaissent que les femmes sont sur un pied d'égalité avec les hommes.

Il faut explorer les liens existant entre l'offensive citée ci-dessus et l'exploitation croissante du travail des femmes. En voici quelques exemples: la façon dont les idéaux de la famille patriarcale sont utilisés de façon à ce que les hommes au chômage en arrivent à croire que c'est tout à fait juste de contrôler l'intensité et la rémunération du travail de leur femme. Le fait aussi de profiter du harcèlement sexuel pour contrôler le travail des femmes dans les *maquillages* (usines qui utilisent la main d'oeuvre de façon intensive) et enfin le fait de faire appel à la violence sexuelle pour punir les femmes qui réclament leurs droits et pour semer la terreur.

Pour renforcer le modèle capitaliste et patriarcal de sortie de crise, les alliances avec les secteurs conservateurs, y compris les fondamentalistes religieux, sont multipliées. En théorie, le « développement capitaliste » brise les grilles de la famille ou des clans afin que chacun soit libre pour vendre sa force de travail ou consommer. C'est l'idéologie de l'expérimentation ou du nouveau soutien, la fabrication des produits (dont beaucoup ne sont pas même utiles ou sains pour la santé), la circulation des marchandises et les profits. Cependant, le capitalisme n'a jamais pu se passer de la famille qui produit des travailleurs formés ayant leurs besoins de base satisfaits grâce au travail des femmes. Ainsi, lors de la crise, la formation des classes travailleuses se renforce en faisant appel aux valeurs de la famille et aux femmes en tant que gardiennes du foyer.

Il est évident que la démocratie et les droits sont attaqués partout dans le monde, depuis le fonctionnement sélectif des systèmes juridiques (très lents quand il s'agit des attaques aux droits collectifs et très rapides quand il s'agit de la criminalisation des pauvres, émigrés ou des luttes sociales) jusqu'au soutien aux coups d'Etat (comme celui qui a eu lieu au Honduras).

Cet assaut ultraconservateur se sert de la propriété et du contrôle des médias dans le but de faire une guerre idéologique qui cherche à détourner l'attention des thèmes de fond ainsi qu'à imposer sa version sur la crise et ses « solutions ». De plus, ils utilisent des femmes comme porte-parole publiques d'une politique conservatrice. Ainsi, de la même façon que Margareth Thatcher a représenté le néolibéralisme et s'est opposée à l'organisation des syndicats au cours des années



1980, Sarah Palin ou Marine Le Pen² se démarquent comme étant les représentantes d'un fascisme «moderne» contre lequel nous devons nous élever, avant qu'il n'élargisse l'éventail de ses positions.

Changement climatique et crise environnementale et énergétique

Au cours du débat sur la crise, les mouvements environnementaux, des autochtones et des paysans ont réussi à faire comprendre à beaucoup d'autres mouvements et secteurs de la société que la crise met en contradiction des personnes et des entreprises avec la nature. Cela a permis d'organiser des actions communes contre les solutions trompeuses apportées au changement climatique.

Les réponses à la crise environnementale proposées par le capitalisme vert comprennent la création du marché du carbone, le renouvellement de la flotte des moyens de transport individuels et des électroménagers moins performants pour ceux plus efficaces ou employant des énergies renouvelables. Il favorise le développement de ces formes d' « énergie propre » qui ne respectent pas les droits des communautés, comme l'agro-combustible, qui entraîne l'expansion de la monoculture, l'accaparement des terres, la contamination de la nature provoquée par les OGMs et l'emploi intensif d'engrais chimiques, et même l'énergie nucléaire. Il est clair que ce sont les régions les plus pauvres ou les moins « développées » (du point de vue du modèle capitaliste) qui deviennent des zones d'approvisionnement d'énergie pour les régions les plus riches et industrialisées. Ceci est valable tant pour les pays pauvres comme pour les riches, comme au Japon, où le séisme et le tsunami du 11 mars 2011 ont montré au monde les inégalités économiques qui existent entre la région de la centrale nucléaire de Fukushima et le reste du pays. Dans de nombreux autres pays, les centrales électriques, dont le but principal est de servir les grands centres industriels et non les communautés autour d'eux, sont installés dans les zones de vie des peuples autochtones ou paysans.

Malgré les discours propagandistes prêchant la responsabilité environnementale, les grandes compagnies minières et pétrolières multinationales poursuivent leurs projets qui détruisent de grandes étendues de terre qu'ils exploitent intensivement et contaminent l'eau ; elles exploitent très souvent une main d'oeuvre esclave et ont des rapports avec les groupes armés.

Les grands projets ou catastrophes sociales qui amplifient les conséquences des événements naturels tels que les tremblements de terre, les orages et la sécheresse entraînent des déplacements de population et la réoccupation des territoires par les grandes entreprises ou les gouvernements de pays étrangers, (l'accaparement des terres). Dans les zones urbaines, des processus semblables ont lieu pour les mêmes raisons ou à cause de la réalisation de grands événements sportifs internationaux, ou à cause de l'industrie du tourisme et du divertissement, ou simplement pour la spéculation.

Il y a de nombreux points communs entre les stratégies des entreprises et le discours de l'appropriation / domination de la nature, des territoires et des corps des femmes. Il y a un parallélisme entre l'utilisation de la nature et du temps des femmes: ils semblent inépuisables et flexibles en servant à maintenir les marges de profits stables et imperméables aux effets des crises cycliques du capitalisme.

Il faut renforcer notre action politique pour récupérer le territoire des femmes: leur corps et leurs terres, mais aussi l'eau, la biodiversité et la culture des personnes qui vivent depuis des générations dans ces territoires.

² Sarah Palin a été candidate à la vice-présidence des Etats-Unis pour le Parti Républicain, aux élections de 2008. C'est la principale représentante du "Tea Party", groupe conservateur et anti-Etat. Marine Le Pen est présidente du FN (Front national), parti français d'extrême droite.



L'offensive du marché contre la nature est présentée comme étant la solution à de nombreux aspects de la crise actuelle. Tout d'abord, la création de nouvelles façons de circulation de monnaie n'ayant aucun rapport avec la production réelle de biens et de services telles que le marché du carbone, c'est à dire le « droit » de polluer négocié en bourse. Puis, une nouvelle légitimité des processus de négociation de l'ONU, comme la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatique (COP) ou la prochaine Conférence Rio+20. Ces processus de négociation sont similaires aux processus des conférences de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et, en même temps, « donnent une nouvelle dimension » à la Banque mondiale qui, est connue jusqu'à présent pour avoir financé de grands travaux menant à la dévastation de l'environnement, elle devient aujourd'hui gestionnaire du Fond pour le climat.

Dans ce contexte, les tentatives d'instrumentalisation des femmes se répètent. La REDD (la Réduction des Emissions issues de la Déforestation et de la Dégradation) est un mécanisme qui soustrait aux peuples autochtones le contrôle de la forêt où ils ont vécu pendant des générations, transférant ce contrôle aux gouvernements, entreprises et ONGs à leurs services. En échange, des ressources (probablement issues du marché du carbone) sont promises aux femmes à l'instar de ce qui a été promis pendant l'OMC dans le cas des brevets sur les savoirs traditionnels. Alors que les organisations autochtones et paysannes adressent de vives critiques à ces mécanismes, quelques ONG travaillant avec les femmes font une propagande ostentatoire du REDD, comme s'il s'agissait d'une « opportunité pour les femmes », comme si les femmes bénéficieraient des soi disant ressources devant parvenir à leurs communautés.

L'illusion selon laquelle de nombreuses ressources et contributions d'entreprises circuleront à cause du changement climatique suscite beaucoup de confusion dans les organisations sociales, particulièrement, dans une période où les aides publiques au développement et les montants mobilisés par les organisations sociales du Nord diminuent.

Dette et libre échange

L'augmentation de la pauvreté et la dépendance de certains pays, conséquences des programmes d'ajustement structurel, et plus récemment de la crise financière, révèlent la faiblesse des stratégies néolibérales. Cependant, les piliers fondamentaux de cette stratégie, la dette et le libre échange, continuent à fonctionner et sont même en pleine expansion.

La hausse de l'endettement des ménages, même limitée à ceux en situation de chômage et touchant de bas salaires, continue à être un moyen de stimuler le marché des consommateurs, sans qu'il y ait une distribution de la richesse.

Les gouvernements s'endettent dans l'expectative de la croissance à venir. En plus de l'hypothèque imposée aux futures générations, une grande partie de cette dette est utilisée pour construire des infrastructures utiles aux grandes multinationales présentes dans ces pays. En temps de crise, voici le discours dominant par rapport au remboursement de la dette: « Payez avec la réduction des services publics. »

Les négociations ayant pour but l'allègement de la dette des pays pauvres (PPTC Pays pauvres très endettés - HIPC en anglais) exigent que les contreparties privatisent ou instaurent des lois internes favorisant les intérêts des multinationales.

La Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international FMI continuent d'imposer les conditions de négociation, même s'ils n'ont plus la légitimité qu'ils avaient dans les années 80. A présent, les pays accèdent plus facilement aux prêts en espèces ou basés sur l'échange de produits, y compris les investissements directs faits par la Chine.



En ce qui concerne l'ouverture des marchés et des investissements étrangers, on note deux stratégies: la continuité de la signature des traités bilatéraux entre des pays ou sous-régions directement avec les États-Unis et l'Union européenne et la reprise des négociations pour conclure le Cycle de Doha, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui est arrêté depuis 2005. Cet engagement a été pris par les gouvernements au cours de la réunion ministérielle qui a eu lieu en novembre 2009 à Genève (Suisse). Soit dans les traités bilatéraux, soit dans l'OMC, la prédominance des lois régies par le marché ne concerne pas seulement la « libre circulation des marchandises », mais s'étend aux services qui, auparavant, n'étaient pas susceptibles de commerce, comme l'accès à la santé, l'éducation ou l'eau.

Devant l'illégitimité des institutions financières multilatérales et l'impasse des projets néolibéraux d'intégration économique, les mouvements sociaux, surtout dans les Amériques, débattent et discutent avec les gouvernements de la région de propositions alternatives pour l'intégration entre les pays. Ces propositions sont basées sur la solidarité, la complémentarité et la réduction des inégalités, ainsi que d'autres formes d'intégration financière par exemple le cas de la Banque du Sud.

Toutefois, dans le scénario de crise généralisée et comme un moyen de reprendre et / ou d'accélérer les négociations commerciales de manière non-transparente et non démocratique, depuis la fin de l'année 2008, les pays riches soutiennent le G-20. Le G 20 est la réunion des 20 pays les plus riches du monde (G-8 + pays « émergents » comme le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud, correspondant aux deux tiers du commerce et de la population mondiale et plus de 90% du produit mondial brut). Avec les ressources mises en particulier par les pays émergentes du G-20, le FMI et la Banque mondiale tentent d'imposer ses politiques d'austérité, dans les pays du Nord et du Sud. Ainsi, dans des situations d'urgence comme dans le cas d'Haïti, les ressources destinées à la reconstruction du pays ont été gérées par la Banque mondiale, et non par la Banque du Sud, le gouvernement national ayant eu peu d'autonomie et la société civile ayant peu de participation. Le G-20 façonne également une nouvelle configuration de la gouvernance économique et financière mondiale. Aujourd'hui, c'est l'endroit où, dans les faits, sont définis les orientations de la Banque mondiale et les principaux points de l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Accroissement de la militarisation

Pour stimuler l'économie en temps de crise, de nombreux gouvernements ont augmenté les dépenses publiques autour de la sécurité et des achats d'armes. Cela va de pair avec l'objectif d'accroître le contrôle militaire sur les territoires (y compris le contrôle de l'eau, des terres arables, des ressources minérales et de la biodiversité).

Malgré la crise économique et de la diminution des dépenses publiques, les frais militaires ne cessent d'augmenter. Barack Obama, Prix Nobel de la Paix, a présenté le plus grand budget militaire de l'histoire pour 2011 – 708 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 7,1% par rapport à 2010. En 2008, les États-Unis ont représenté 41,5% du montant des dépenses militaires mondiales. La Chine était le deuxième pays avec 5,8% du total.

En plus de la croissance des dépenses militaires, la période que nous vivons actuellement se caractérise par la présence des *Private Military Companies*, industries qui gèrent des centaines de milliards de dollars par an par le biais de la militarisation du quotidien des gens. En voici deux exemples: la militarisation de l'aide humanitaire externe à Haïti et la dite sécurité publique dans les régions pauvres urbaines.

Le discours de « rétablir la paix », démocratiser ou garantir les droits des femmes est utilisé par les pays riches du Nord pour justifier les occupations militaires, comme ce qui s'est passé en Afghanistan



et en Irak et ce que nous voyons aujourd'hui en Libye. Ces discours dissimulent les véritables intérêts de ces puissances, notamment le contrôle de ces territoires et de leurs ressources naturelles et humaines. La rhétorique occidentale de la défense de la démocratie et des droits des femmes est très hypocrite quand il s'agit des victimes civiles, dont beaucoup de femmes et d'enfants, et de la destruction des infrastructures de base telles que l'accès à l'eau et au logement.

Toutefois, les attaques et l'occupation militaire étrangère provoque le renforcement de la structure autoritaire dans les communautés locales en imposant des valeurs réactionnaires allant jusqu'à la privation de la liberté individuelle. Les femmes qui, au jour le jour, assument des compromis entre les règles traditionnelles de fonctionnement qui assurent la cohésion de leurs communautés et l'exercice voire le désir de liberté individuelle, voient leur marge de manœuvre réduite à chaque offensive raciste, xénophobe ou sous occupation étrangère. En plus, dans les situations de conflit, les acteurs armés cooptent membres de la communauté et sèment la méfiance. Les jeunes filles, attirées par le flirt, sont très souvent utilisées comme informatrices.

La reconfiguration que nous voyons dans la gouvernance financière mondiale est également présente dans l'aspect militaire. En novembre 2010, l'OTAN – Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – alliance qui rassemble les Etats-Unis et 27 autres pays européens correspondant à 75% du budget militaire mondial, a adopté un nouveau concept « stratégique » : celui de gardien de la paix et de l'ordre international, non seulement dans l'hémisphère nord mais partout dans le monde. Pour remplir ce rôle, ses membres manipulent souvent la prise de décision au Conseil de sécurité de l'ONU en utilisant la rhétorique de la protection de la vie des civils selon leurs intérêts, comme en Libye, ou en ignorant cette rhétorique si elle n'est pas intéressante, comme en ce qui concerne le massacre palestinien par Israël.

Au même temps, il se présente également une plus grande résistance à la présence de bases militaires américaines. Rafael Correa, président de l'Équateur a rempli sa promesse de campagne de ne pas renouveler l'accord pour l'utilisation de la base aérienne de Manta, des États-Unis, fini en septembre 2009. Il y aurait de 800 à 900 bases militaires dans le monde avec la présence de troupes américaines. Lorsqu'un pays ou une communauté réussit à fermer une base ou à faire retirer les troupes étrangères, celles-ci s'installent dans une autre région ou pays.

Il existe actuellement plusieurs conflits armés dans le monde et dans la plupart d'entre eux, le corps des femmes est utilisé comme arme ou butin de guerre. Ce fait est formellement reconnu par l'ONU par une série de résolutions du Conseil de sécurité (CS).

En 2000, la résolution 1325 a été adoptée par le CS. Depuis sa mise en oeuvre, d'autres résolutions ont été adoptées. Des résolutions portant soit sur le sujet de la violence envers les femmes dans des situations de guerre, soit sur la reconnaissance de la participation des femmes à la résolution des conflits et à l'établissement des priorités pour la reconstruction du pays et des relations sociales post-conflit. L'accroissement de la participation des femmes pourrait signifier le renforcement des processus communautaires de réconciliation et leurs recommandations pourraient devenir les priorités à suivre en matière de budget et de réorganisation de la vie économique et sociale. Cependant, cela a été réduit à la participation des femmes aux opérations appelées opérations de maintien de la paix. Actuellement, les femmes représentent 8% de ces contingents et le but est d'atteindre 20% en 2014.

La participation croissante des femmes dans les processus de négociation doit être associée à l'affirmation d'un agenda politique d'affrontement des causes des conflits et d'attaques aux droits et à l'intégrité des femmes. Comment construire l'agenda des femmes autour de la militarisation et comment les voix et l'expérience des femmes de base et les visions féministes peuvent s'y exprimer constituent le défi actuel.



Aujourd'hui, les Nations Unies mènent 27 opérations partout dans le monde dont 16 missions. La MMF est présente par une Coordination Nationale où un groupe de contact dans des pays où les Nations Unies sont présente militairement : Haïti, Sahara occidental, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Soudan, Chypre, Inde et Pakistan. Les femmes de ces pays sont préoccupées par l'action des ces missions qui deviennent permanentes. Ces dernières sont vues par la population locale comme des troupes d'occupation, car elles sont à la base des distorsions de l'économie locale du fait des salaires élevés payés en dollar à leurs employés et militaires et elles créent un réseau d'exploitation sexuelle des femmes et fillettes. Certaines activistes de la MMF nous racontent qu'en agissant dans le but de transversaliser le Genre dans la politique militaire nous finissons par militariser la politique du Genre. Nous nous apercevons que cette discussion ne peut se limiter à discuter la façon d'opérationnaliser la transversalité du Genre dans la politique de sécurité des Nations Unies sans remettre en question la politique elle-même.

La MMF dans ce cadre: résister et affirmer nos alternatives

En 2010, nous avons réalisé notre troisième Action Internationale et avons mobilisé des milliers de femmes issues de 74 pays autour de nos quatre Champs d'Action : Travail des femmes (autonomie économique), Bien commun et Services publics, Paix et démilitarisation, Violence envers les femmes. Au cours de ces actions, nous avons dénoncé les fausses solutions à la crise qui ne font que renforcer le modèle capitaliste, patriarcal et raciste et nous avons essayé de mettre en évidence les alternatives que nous apportons.

Au cours des trois dernières années, nous avons avancé dans la consolidation de notre identité par la réflexion et la systématisation de nos engagements et demandes se rapportant à chaque Champ d'Action (cf <http://www.marchemondiale.org/actions/2010action/text/fr>). Dans le contexte de crise systémique, les Champs d'Action nous ont permis, en tant que MMF, d'organiser notre critique au modèle et de la diffuser aussi bien auprès de notre base que des alliés et de la société en général. Les champs ont traduit concrètement notre lutte contre la pauvreté et la violence envers les femmes et ont servi de référence aux Coordinations Nationales pour élaborer leurs plateformes.

Nous avons cependant évalué qu'il faut continuer à travailler sur les interconnexions entre les quatre Champs d'Action et reprendre la Charte mondiale des femmes pour l'humanité afin de construire et nourrir les principes qui articulent notre lutte. Le défi permanent consiste à construire des analyses et des actions capables de concrétiser des formes alternatives d'organisation de la production et reproduction. Ceci souligne davantage le besoin de continuer à construire et à ancrer la MMF en tant que mouvement permanent.

La prochaine période, 2011 et 2012, doit caractériser une période de résistance et de luttes afin d'éviter un recul en terme de droits et conditions de vie des peuples. Les révolutions dans les pays arabes et en Afrique montrent que, à la détérioration des conditions de vie des personnes, des actions et manifestations peuvent voir le jour et, dans de nombreux cas, conduire à l'effondrement des gouvernements traditionnellement alignés avec les politiques d'exclusion des pays riches. Dans tous ces processus, les femmes participent activement, et certaines risquent d'être emprisonnées ou tuées pour la défense d'une démocratie réelle. Nous devons être vigilantes pour que notre présence dans ces processus soit assurée même après, dans les moments de transition, et que ces victoires ne se transforment pas en actions qui augmentent le contrôle et la violence contre les femmes.

Il faut, plus que jamais, réaliser des activités de formation politique et de réflexion pour s'opposer à la propagation d'idéologies conservatrices et innover dans notre manière de nous organiser et de soutenir notre mouvement.



Défis à relever dans la construction en tant que mouvement

Relier la réflexion et l'action commune à plusieurs niveaux (local, régional et international)

Au cours des dernières années, nous nous sommes aperçues que nous ne pouvons pas travailler les Champs d'Action de façon fragmentée, isolée. Pour construire un mouvement féministe qui mobilise en permanence de nombreuses femmes partout dans le monde, il faut rechercher continuellement les interconnexions entre ces champs. Il nous faut donc être attentives aux changements du contexte et en discuter de sorte que les demandes que nous retenons au niveau international trouvent un écho. En outre, nous devons établir continuellement des liens entre le contexte global et les thèmes, luttes et questionnements au niveau national, et agir à différents niveaux en se basant sur une stratégie commune. Dans ce sens, notre analyse du contexte, nos demandes et engagements ne se dissocient pas de la construction en tant que mouvement et des défis qui en découlent.

En 2010, nous avons réussi à faire que l'axe « démilitarisation » soit repris par toutes les femmes dans beaucoup de pays et pas seulement par celles qui vivent dans des situations de conflit armé. Depuis, nous associons les causes et les conséquences des conflits et faisons des liens avec nos autres Champs d'Action comme le contrôle et l'instrumentalisation du corps et du travail des femmes, des territoires et de la nature.

Approfondir les analyses et la formation politique

À la préparation et la réalisation de l'Action de 2010 les Coordinations Nationales et les Groupes participants ont travaillé sur des activités de formation et de formulation de revendications à l'échelle nationale, en se basant sur les textes proposés pour chaque Champ d'Action. Il en est ressorti l'importance de travailler l'interconnexion entre les Champs d'Action afin de récupérer la pensée féministe, l'expérience concrète des femmes et le contexte actuel. Il faut mettre au point de nouvelles synthèses de façon à exprimer la vision de la MMF plus simplement et plus fortement. Pendant la prochaine période, nous devons rendre prioritaire l'exercice d'une méthodologie qui soit en même temps une méthodologie de formation et d'élaboration basée sur l'expérience concrète des femmes et instaurer ainsi une vision commune exprimée non seulement par des documents écrits mais aussi dans la pratique des Coordinations Nationales.

Au sein de la MMF, il coexiste des perceptions différentes sur certains sujets tels que la prostitution, les droits des lesbiennes et l'avortement ; il est important que nous poursuivions la discussion y compris sur nos stratégies. De plus, il faut insister sur les visions contre hégémoniques comme par exemple, la conception de la violence sexiste comme un outil de contrôle du corps, de la vie et de la sexualité des femmes, même si pas toutes les Coordinations Nationales ne se sont appropriées celle-ci.

Se renforcer en tant que mouvement permanent à l'échelle locale, régionale et internationale

Pendant le suivi de l'action 2010, il est encore nécessaire que les Coordinations Nationales établissent une dynamique régulière et conçoivent la marche comme un mouvement permanent, capable d'influencer le contexte actuel et pas uniquement comme un événement qui a lieu tous les cinq ans (moment où les actions internationales sont organisées).

Pour que cela devienne une réalité, il faut approfondir les échanges en termes d'organisation et de contenus des luttes entre la MMF de plusieurs pays d'une même région où entre les continents. En outre, il faut encourager les articulations régionales et transversales autour des luttes communes qui rassemblent les différentes régions (par exemple, la lutte pour les droits des travailleuses domestiques, précaires, immigrées ; l'articulation entre les pays qui vivent des situations de conflit). Enfin, il faut amener la Marche là où nous ne sommes pas présentes, surtout dans les pays où les lois islamiques sont en vigueur, mais aussi dans des pays économiquement plus riches, comme la Russie et la Chine.



Formaliser des accords de fonctionnement

Dans la Marche, des cultures politiques d'organisations très différentes se côtoient: des groupes informels et des associations ayant des directions constituées. Avoir des accords de fonctionnement enregistrés suscite toujours une appréhension: nous nous demandons si nous nous bureaucratisons ou si nous nous tendons des pièges à nous-mêmes. Les statuts et les règlements internes existants ne répondent plus aux besoins actuels de la Marche. Nous devons mettre à jour nos accords afin de définir ce qu'est une Coordination Nationale, les responsabilités des déléguées pendant les Rencontres Internationales et le rôle du Comité International, entre autres. L'organisation du processus du transfert du Secrétariat International est un autre défi à relever dans la mesure où il s'agit d'éviter un vide et d'assurer la continuité du fonctionnement de la MMF en tant que mouvement international.

Renforcer la présence des jeunes, autochtones et immigrées

Nous estimons que la diversité des cultures politiques et des expériences des activistes de la Marche et notre capacité de construire des accords constituent deux de nos points forts. Nous reconnaissons quand même l'existence d'importantes lacunes dans certains pays par rapport au partage des responsabilités internationales avec les femmes jeunes, les immigrées et autochtones. Nous avons mis au point des mécanismes, que voici: nous avons invité au moins une jeune à participer en tant que déléguée à la Rencontre Internationale, nous avons participé à des activités organisées par des femmes autochtones et nous les avons invitées à participer aux nôtres. Cependant, nous devons avancer non seulement en ce qui concerne les aspects formels mais aussi en ce qui concerne la façon dont nous pouvons intégrer la discussion sur le racisme / colonialisme à nos analyses ou développer des actions qui répondent aux urgences vécues par les jeunes (emploi précaire, violence, marchandisation), entre autres.

Approfondir la politique des alliances à différents niveaux

Nous construisons des alliances parce que l'élimination de la pauvreté et de la violence envers les femmes passe par un profond changement politique, économique et social. Un grand regroupement de mouvements s'avère nécessaire pour changer la corrélation des forces qui soutiennent l'ordre capitaliste, colonialiste, patriarcal et raciste.

Le contexte de crise systémique a mis en lumière le besoin de créer et/ou maintenir des espaces communs aux différents mouvements sociaux favorisant l'analyse stratégique, l'élaboration d'alternatives et l'organisation d'actions et de réponses communes. Etant donné la fragmentation des espaces (campagnes, réseaux thématiques et forums), nous misons de plus en plus sur l'Assemblée des Mouvements Sociaux en tant qu'espace prioritaire de réflexion et d'action commune autant pour les mouvements des pays du Sud que pour ceux du Nord.

Le suivi du processus du Forum Social Mondial constitue aussi une priorité de la MMF. Nous participons au Conseil International, dans ses commissions et son Groupe de Liaison. En outre, avec l'appui de nos Coordinations Nationales et des groupes de travail régionaux, nous avons organisé des activités aux éditions nationales et régionales des Forums sociaux et au Forum Social Mondial qui a eu lieu au Sénégal en janvier 2011.

Depuis la réalisation du Forum de la souveraineté alimentaire (Nyeleni), nous entretenons un rapport étroit avec Via Campesina et Les Amis de la Terre International autour de cette lutte, en établissant un rapport entre le principe de la souveraineté alimentaire et les problèmes auxquels les femmes font face quotidiennement, dans plusieurs pays. Nous cherchons à créer ou renforcer les liens entre les femmes paysannes et les femmes citadines. Dans tous les domaines où notre rapport avec Via Campesina est vivant, nous nous engageons à les soutenir afin que la campagne contre la violence envers les femmes à la campagne devienne une réalité.



Pour ce qui est de notre Evènement de clôture de la 3^e Action Internationale en RDC, des délégations de femmes de la CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde), la CSI (Confédération syndicale internationale) et WILPF (*Women's International League for Peace and Freedom*) ont été présentes et ont participé aux débats. Nous espérons approfondir le travail en commun mené auprès de ces organisations.

Un autre aspect de la politique des alliances est le rôle que nous jouons en tant que réseau d'alerte, qui s'avère d'ailleurs de plus en plus nécessaire du fait de la criminalisation des mouvements sociaux partout dans le monde et des menaces de coups. Cependant, le défi d'encrenner cette politique d'alliances à l'échelle locale et régionale est encore à relever ainsi que celui de partager son suivi dans les pays et les régions avec davantage de militantes de la MMF.

Concevoir la communication de façon stratégique

Nous avons le défi d'approfondir une perspective de communication stratégique (pas seulement instrumentale) au sein de la MMF. Une communication qui comprenne l'établissement et la mise au point des canaux de communication interne et externe, le rapport avec les moyens de communication commerciaux et, surtout, les moyens communautaires (bulletins, sites internet de nouvelles, émissions de radio et télé produits par nos organisations et nos alliés). En tenant compte du rôle que jouent les moyens de communication de masse dans la construction de l'agenda publique (ce qui doit être discuté et comment cela doit être fait), nous devons approfondir la discussion sur la démocratisation des moyens de communication ainsi que mettre en oeuvre une stratégie qui nous permette de donner un plus grand rayonnement de nos idées dans les différents espaces de communication. La participation active de la MMF dans les initiatives de communication partagées depuis les mouvements (tels que Minga Informativa des Mouvements Sociaux en Amérique latine) fait aussi partie de cette stratégie.